

« c'est pratique mais c'est une dépossession... »

Aude Vidal qui signe l'article ci-dessous est autrice d'[Égologie](#) (Le Monde à l'envers) et de [La Conjuración des ego. Féminismes et individualisme](#) (Syllepse), éditrice d'[On achève bien les éleveurs](#) (L'Échappée).

Nous la remercions de nous autoriser à reproduire ici le 300^e billet de son [blog sur l'écologie politique](#) où elle aborde avec vigueur et acuité les diverses facettes de son engagement : écologie, féminisme, anti-capitalisme...

Il s'agit ici d'une réflexion sur la difficulté, y compris en milieu militant, à renoncer au confort (« c'est pratique ») procuré par nos outils numériques, pour réapprendre peut-être à... se faire chier ?

C'est pratique

Par Aude

– [Le billet original sur son blog](#)

Je n'aime pas me faire chier dans la vie, et je ne dois pas être la seule.

Il m'arrive pourtant souvent d'être surprise que ce soit, autour de moi, un critère décisif pour organiser sa vie : aller au plus pratique. À ce qui engage le moins d'efforts. Les pubs fourmillent d'invitations à se laisser dorloter en échange de quelques euros. Le champ des services ne cesse jamais de s'étendre – et de libérer la croissance. Plus besoin de sortir se faire couper les cheveux, le coiffeur vient chez vous. Inutile de penser à mettre de la bière au frigo, un livreur vous l'apporte. Des services auparavant réservés aux client·es des grands hôtels se massifient désormais : faites livrer des fleurs, chercher un document à la maison, etc. Votre maison est devenue le centre du monde, si vous le voulez

bien. Il doit bien être possible de faire autrement, c'est comme cela que nous vivions il y a encore cinq ans.

Tous ces services se déploient dans une société de plus en plus inégalitaire : d'un côté des gens qui méritent de bien bouffer après leur journée de boulot ou une réunion exigeante (voir les pubs qui mettent en scène le réconfort après l'effort), de l'autre des galériens qui sont payés une misère pour leur livrer un *pad thai* ou un kit apéro (ici le témoignage d'un livreur chez [Frichti](#)). C'est surtout parce que le chômage reste massif et l'armée de réserve importante, parce que les emplois ont été délibérément déqualifiés en auto-entreprise que ces entreprises prolifèrent. Si les galériens en ont marre de risquer leur vie et la vôtre en conduisant comme des dingues, ils trouveront [un migrant à qui faire faire le boulot](#). Mais le tout s'appuie sur un mélange de paresse et de sens de ce qui lui est dû qui saisit l'individu en régime libéral au moment de faire à bouffer ou de s'occuper de la dimension matérielle de sa vie. Certes nous devons encore être quelques-un·es à cuire des nouilles quand nous avons la flemme de cuisiner et qui apprécions de sortir au restaurant pour nous changer les idées, découvrir un autre monde, des odeurs, une ambiance (et je n'oublie pas que ces lieux aussi sont propices à l'exploitation du travail). Mais la compétition économique pousse au cul tout le monde pour inventer des services innovants – c'est à dire dont personne n'avait vraiment besoin, qui étaient des rêves d'enfants gâtés mais qui, intelligemment *marketés*, nous laissent imaginer que nos vies sont vachement mieux avec. Ils constituent une [industrie de la compensation](#) sur laquelle il faudra mettre le doigt un jour et qui en attendant offre aux *winners* des vies de merde pleines de gratifications.

C'est pratique aussi, quand votre smartphone pense à votre place, que le logiciel va chercher vos mots de passe sur une autre bécane, recueille et transfère vos données à votre insu... Pratique, mais un peu inquiétant. Qu'importe, c'est surtout

bien pratique ! Je suis la première à ne pas faire en matière de sécurité tous les efforts que me proposent des camarades plus cultivés que moi sur ces questions. Mais malgré cette désinvolture, je flippe quand je vois le niveau d'indépendance acquis par mon smartphone. Après des années de résistance et bien qu'il soit encore possible d'acheter neufs des téléphones bien conçus qui permettent de téléphoner (et d'avoir l'heure), j'ai cédé pour le côté pratique (1) : plus besoin de m'inquiéter d'avoir une connexion Internet régulière, de préparer mes déplacements et ma vie sociale comme je le faisais, avec capture d'écran de plans, schémas dessinés dans l'agenda, infos importantes notées sur papier, etc. Mais je me sens sous tutelle, dépossédée, comme une gamine gâtée sauf que je sais ce que c'est que l'autonomie et je regrette celle que j'avais avant.

Car c'est pratique mais c'est une dépossession : plus la peine de se soucier de la dimension matérielle de sa vie (et de savoir cuire des nouilles), pas besoin de garder la maîtrise de ses outils... Jusqu'ici, tout va bien, tant qu'on fait encore partie de la petite bourgeoisie qui peut se payer tout ça, tant que des pans entiers du macro-système technicien ne s'effondrent pas. Mais tout cela nous déqualifie humainement et il est des menaces plus immédiates encore que l'effondrement écologique ou une vraie crise de l'énergie : nos libertés, individuelles et collectives.

Je côtoie beaucoup de personnes engagées, qui n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser le capitalisme et le productivisme, qui éteignent la lumière dans les pièces qu'elles n'utilisent pas et qui pourtant maintiennent des comptes dans des réseaux sociaux devenus plus gros que des États, qui consomment un paquet de ressources et d'énergie pour calculer ce qu'elles aiment et vendre le résultat à d'autres boîtes, censurent leurs images, détournent leurs « ami·es » d'elles ou réciproquement sur base algorithmique, censurent les noms de groupes pas assez familiaux, gèrent leur

environnement social comme un pensionnat dans les années 1950 en attendant de purement et simplement censurer leurs propos (2). Et ces personnes, parfois ces collectifs et associations, restent parce que c'est « pratique »(3).

J'ai toujours reçu un minimum d'écho dans des groupes anti-capitalistes, écologistes ou féministes, quand j'ai suggéré que Facebook, Twitter, Google Drive et autres n'étaient pas nos amis et proposé d'utiliser les outils créés et maintenus par des groupes politiques plus proches de nous et soucieux de nos libertés : les outils [Framasoft](#) (qui vont du pad à l'agenda en ligne, en passant par l'interface de sondages et la feuille de calcul), le Crabgrass de [Riseup](#) qui offre des fonctionnalités magiques et je me désole de ne faire partie d'aucun groupe qui l'utilise, etc. Et j'ai régulièrement mis en cause chez mes correspondant·es l'idée saugrenue d'avoir un compte Gmail qui vous pousse à garder dix ans de données en ligne plutôt que de ranger dans des fichiers dédiés et régulièrement sauvegardés les images qui vous tiennent à cœur. Et chaque fois, ce que j'entends, c'est que ce serait sympa de sauver la banquise mais... quand même, c'est pratique. Et j'ai vu des bonnes volontés s'arrêter au fait que Framacalc ne propose pas de mettre en couleur les cases, même quand cette couleur contribue à la lisibilité de la feuille sans rajouter aucune information digne d'intérêt. Aucune. Ces outils sont parfois moins bien que leur concurrence commerciale mais ne peut-on arbitrer sur d'autres critères ?

Nous n'allons pas nous flageller, non : si ces entreprises prolifèrent, de la start-up aux GAFA, c'est bien parce que les États leur laissent la bride sur le col. Ils démontent le droit du travail au profit de la micro-entreprise, ils votent des législations liberticides et laissent passer des [pratiques intrusives](#) et des concentrations industrielles qui devraient normalement tomber sous le coup de lois anti-trust (Messenger + [Facebook](#) + WhatsApp + Instagram, *what else?*). C'est bien simple : les [appels au contrôle des GAFA](#) viennent aujourd'hui

[du sein desdits GAFA](#) (et pas forcément des concurrents !) autant que des politiques. Visiblement, ça nous touche moins que la dernière vidéo de pandas mignons qui fait le buzz. Mais ça devrait. Et bien que notre marge de manœuvre soit limitée, bien qu'une défection individuelle ne signifie pas grand-chose numériquement, même si c'est dur de se passer des centaines de likes qui saluent vos traits d'esprit et vos indignations sur Twitter, même si votre organisation a fait son trou sur Facebook, il me semble que la première chose à faire, dans cette situation, c'est de quitter ces réseaux pour en faire vivre de plus démocratiques, sobres et décentralisés. Votre engagement anti-capitaliste, écologiste et anti-autoritaire le mérite bien...

Mauvaise nouvelle : il va falloir réapprendre à se faire un peu chier, dans la vie.

PS : Ceci est mon 300^e billet sur ce blog, ouvert il y a exactement dix ans. 300 billets, ça ne veut pas dire 300 textes, il y a quelques annonces sur le lot. Mais oui, cela fait deux textes par mois en moyenne. Les meilleurs ont été publiés ailleurs (notamment dans les journaux papier *L'An 02*, *CQFD*, *L'Âge de faire*, *Moins !* et d'autres encore) ou reformulés dans le cadre des livres *Égologie* (Le Monde à l'envers, 2007) et *La Conjuratation des ego* (Syllepse, 2019). Je prépare aussi la réédition de ma brochure sur le revenu garanti (aux éditions du Monde à l'envers cet hiver). C'est un blog qui m'a aidée à écrire dans des formats courts puis un peu plus longs (mais toujours pas très longs !) et à faire œuvre malgré le chômage de longue durée et le manque de sollicitations. Je me fais chier à payer le nom de domaine chaque année, ce qui permet de bénéficier d'un hébergement offert par [Gandi.net](#) et de ne pas livrer votre cerveau à la publicité.

(1) À vrai dire j'ai cédé dans la perspective d'un travail de

terrain à l'étranger, où les seuls accès à Internet se faisaient par mobile et où mes informateurs utilisaient WhatsApp plus volontiers que des sms hors de prix. Et j'y ai gagné un dictaphone de bien meilleure qualité. Mais au quotidien, en France, je me laisse convaincre par le smartphone alors que j'ai encore le choix tous les matins de mettre plutôt mon vieux Nokia dans ma poche.

(2) Ces réseaux sociaux hébergent vos propos, vous permettent de mettre en ligne vos textes, images, fichiers vidéo et audio. Vous restez responsable de vos publications. Tout va bien. Sauf que [les dernières innovations en matière de libertés civiles](#) (qui s'accompagnent de la remise en cause d'un droit de la presse qui fonctionne très bien depuis 1881) font de ces réseaux vos éditeurs, lesquels partagent avec vous la responsabilité pénale de vos publications. Devinez la peine que vont prendre ces gros acteurs capitalistes à faire vérifier par des petites mains rémunérées que vos propos sont en effet contraires à la loi, diffamatoires, insultants ou appelant à la haine ? C'est moins cher de le mettre à la poubelle dès qu'une personne qui ne vous aime pas les signale, d'autant plus que vous ne représentez rien (à moins que vous ne soyez Donald Trump, dans ce cas [l'appel à la haine est acceptable](#)). Les organisations qui pourraient se saisir de ce cas de censure pour le rendre public sont elles aussi sur ces réseaux (qui contrôlent leur audience) ou ailleurs et plus personne ne les entend crier parce que tout le monde est sur Facebook. Monde de rêve, hein ?

(3) Moi aussi, je reste, tentant de limiter ma participation et préférant socialiser dans des lieux plus proches de mes valeurs, [Seenthis.net](#) ou [Mastodon](#).



illustration réalisée avec <https://framalab.org/gknd-creator/#>

Nous sommes déjà des cyborgs mais nous pouvons reprendre le contrôle

Avec un certain sens de la formule, Aral Balkan allie la sévérité des critiques et l'audace des propositions. Selon lui nos corps « augmentés » depuis longtemps font de nous des sujets de la surveillance généralisée maintenant que nos vies sont sous l'emprise démultipliée du numérique.

Selon lui, il nous reste cependant des perspectives et des pistes pour retrouver la maîtrise de notre « soi », mais elles impliquent, comme on le devine bien, une remise en cause politique de nos rapports aux GAFAM, une tout autre stratégie d'incitation aux entreprises du numérique de la part de la Communauté européenne, le financement d'alternatives éthiques, etc.

Ce qui suit est la version française d'un article qu'a écrit Aral pour le numéro 32 du magazine de la [Kulturstiftung des Bundes](#) (Fondation pour la culture de la République fédérale d'Allemagne). Vous pouvez également lire la [version allemande](#).

Article original en anglais : [Slavery 2.0 and how to avoid it : a practical guide for cyborgs](#)

Traduction Framalang : goofy, jums, Fifi, MO, FranBAG, Radical Mass

L'esclavage 2.0 et comment y échapper : guide pratique pour les cyborgs.

par Aral Balkan



Il est très probable que vous soyez un cyborg et que vous ne le sachiez même pas.

Vous avez un smartphone ?

Vous êtes un cyborg.

Vous utilisez un ordinateur ? Ou le Web ?

Cyborg !

En règle générale, si vous utilisez une technologie numérique et connectée aujourd'hui, vous êtes un cyborg. Pas besoin de

vous faire greffer des microprocesseurs, ni de ressembler à Robocop. Vous êtes un cyborg parce qu'en utilisant des technologies vous augmentez vos capacités biologiques.

À la lecture de cette définition, vous pourriez marquer un temps d'arrêt : « Mais attendez, les êtres humains font ça depuis bien avant l'arrivée des technologies numériques ». Et vous auriez raison.

Nous étions des cyborgs bien avant que [le premier bug](#) ne vienne se glisser dans le premier tube électronique à vide du premier ordinateur central.



Galilée et sa lunette, tableau de Justus Sustermans, [image via Wikimedia Commons](#) (Public Domain]

L'homme des cavernes qui brandissait une lance et allumait un feu était le cyborg originel. Galilée contemplant les cieux avec son télescope était à la fois un homme de la Renaissance et un cyborg. Lorsque vous mettez vos lentilles de contact le matin, vous êtes un cyborg.

Tout au long de notre histoire en tant qu'espèce, la

technologie a amélioré nos sens. Elle nous a permis une meilleure maîtrise et un meilleur contrôle sur nos propres vies et sur le monde qui nous entoure. Mais la technologie a tout autant été utilisée pour nous opprimer et nous exploiter, comme peut en témoigner quiconque a vu un jour de près le canon du fusil de l'opresseur.

« La technologie », d'après la première loi de la technologie de Melvin Kranzberg, « n'est ni bonne ni mauvaise, mais elle n'est pas neutre non plus. »

Qu'est-ce qui détermine alors si la technologie améliore notre bien-être, les droits humains et la démocratie ou bien les dégrade ? Qu'est-ce qui distingue les bonnes technologies des mauvaises ? Et, tant qu'on y est, qu'est-ce qui différencie la lunette de Galilée et vos lentilles de contact Google et Facebook ? Et en quoi est-ce important de se considérer ou non comme des cyborgs ?

Nous devons tous essayer de bien appréhender les réponses à ces questions. Sinon, le prix à payer pourrait être très élevé. Il ne s'agit pas de simples questions technologiques. Il s'agit de questions cruciales sur ce que signifie être une personne à l'ère du numérique et des réseaux. La façon dont nous choisirons d'y répondre aura un impact fondamental sur notre bien-être, tant individuellement que collectivement. Les réponses que nous choisirons détermineront la nature de nos sociétés, et à long terme pourraient influencer la survie de notre espèce.

Propriété et maîtrise du « soi » à l'ère numérique et connectée

Imaginez : vous êtes dans un monde où on vous attribue dès la naissance un appareil qui vous observe, vous écoute et vous suit dès cet instant. Et qui peut aussi lire vos pensées.

Au fil des ans, cet appareil enregistre la moindre de vos

réflexions, chaque mot, chaque mouvement et chaque échange. Il envoie toutes ces informations vous concernant à un puissant ordinateur central appartenant à une multinationale. À partir de là, les multiples facettes de votre personnalité sont collectionnées par des algorithmes pour créer un avatar numérique de votre personne. La multinationale utilise votre avatar comme substitut numérique pour manipuler votre comportement.

Votre avatar numérique a une valeur inestimable. C'est tout ce qui fait de vous qui vous êtes (à l'exception de votre corps de chair et d'os). La multinationale se rend compte qu'elle n'a pas besoin de disposer de votre corps pour vous posséder. Les esprits critiques appellent ce système l'Esclavage 2.0.

À longueur de journée, la multinationale fait subir des tests à votre avatar. Qu'est-ce que vous aimez ? Qu'est-ce qui vous rend heureux ? Ou triste ? Qu'est-ce qui vous fait peur ? Qui aimez-vous ? Qu'allez-vous faire cet après-midi ? Elle utilise les déductions de ces tests pour vous amener à faire ce qu'elle veut. Par exemple, acheter cette nouvelle robe ou alors voter pour telle personnalité politique.

La multinationale a une politique. Elle doit continuer à survivre, croître et prospérer. Elle ne peut pas être gênée par des lois. Elle doit influencer le débat politique. Heureusement, chacun des politiciens actuels a reçu le même appareil que vous à la naissance. Ainsi, la multinationale dispose aussi de leur avatar numérique, ce qui l'aide beaucoup à parvenir à ses fins.

Ceci étant dit, la multinationale n'est pas infallible. Elle peut toujours faire des erreurs. Elle pourrait de façon erronée déduire, d'après vos pensées, paroles et actions, que vous êtes un terroriste alors que ce n'est pas le cas. Quand la multinationale tombe juste, votre avatar numérique est un outil d'une valeur incalculable pour influencer votre comportement. Et quand elle se plante, ça peut vous valoir la

prison.

Dans les deux cas, c'est vous qui perdez !

Ça ressemble à de la science-fiction cyberpunk dystopique, non ?

Remplacez « multinationale » par « Silicon Valley ». Remplacez « puissant ordinateur central » par « *cloud* ». Remplacez « appareil » par « votre smartphone, l'assistant de votre smart home, votre smart city et votre smart ceci-cela, etc. ».

Bienvenue sur Terre, de nos jours ou à peu près.

Le capitalisme de surveillance

Nous vivons dans un monde où une poignée de multinationales ont un accès illimité et continu aux détails les plus intimes de nos vies. Leurs appareils, qui nous observent, nous écoutent et nous pistent, que nous portons sur nous, dans nos maisons, sur le Web et (de plus en plus) sur nos trottoirs et dans nos rues. Ce ne sont pas des outils dont nous sommes maîtres. Ce sont les yeux et les oreilles d'un système socio-techno-économique que Shoshana Zuboff appelle « le capitalisme de surveillance ».

Tout comme dans notre fiction cyberpunk dystopique, les barons voleurs de la Silicon Valley ne se contentent pas de regarder et d'écouter. Par exemple, Facebook a annoncé à sa conférence de développeurs en 2017 qu'ils avaient attelé 60 ingénieurs à littéralement lire dans votre esprit¹.

J'ai demandé plus haut ce qui sépare la lunette de Galilée de vos lentilles de contact produites par Facebook, Google ou d'autres capitalistes de surveillance. Comprendre la réponse à cette question est crucial pour saisir à quel point le concept même de personnalité est menacé par le capitalisme de surveillance.

Lorsque Galilée utilisait son télescope, lui seul voyait ce

qu'il voyait et lui seul savait ce qu'il regardait. Il en va de même lorsque vous portez vos lentilles de contact. Si Galilée avait acheté son télescope chez Facebook, Facebook Inc. aurait enregistré tout ce qu'il voyait. De manière analogue, si vous allez acheter vos lentilles de contact chez Google, des caméras y seront intégrées et Alphabet Inc. verra tout ce que vous voyez. (Google ne fabrique pas encore de telles lentilles, mais a déposé un brevet² pour les protéger. En attendant, si vous êtes impatient, Snapchat fait des lunettes à caméras intégrées.)

Lorsque vous rédigez votre journal intime au crayon, ni le crayon ni votre journal ne savent ce que vous avez écrit. Lorsque vous écrivez vos réflexions dans des Google Docs, Google en connaît chaque mot.

Quand vous envoyez une lettre à un ami par courrier postal, la Poste ne sait pas ce que vous avez écrit. C'est un délit pour un tiers d'ouvrir votre enveloppe. Quand vous postez un message instantané sur Facebook Messenger, Facebook en connaît chaque mot.

Si vous vous identifiez sur Google Play avec votre smartphone Android, chacun de vos mouvements et de vos échanges sera méticuleusement répertorié, envoyé à Google, enregistré pour toujours, analysé et utilisé contre vous au tribunal du capitalisme de surveillance.

On avait l'habitude de lire les journaux. Aujourd'hui, ce sont eux qui nous lisent. Quand vous regardez YouTube, YouTube vous regarde aussi.

Vous voyez l'idée.

À moins que nous (en tant qu'individus) n'ayons notre technologie sous contrôle, alors « smart » n'est qu'un euphémisme pour « surveillance ». Un smartphone est un mouchard, une maison intelligente est une salle

d'interrogatoire et une ville intelligente est [un dispositif panoptique](#).

Google, Facebook et les autres capitalistes de surveillance sont des fermes industrielles pour êtres humains. Ils gagnent des milliards en vous mettant en batterie pour vous faire pondre des données et exploitent cette connaissance de votre intimité pour vous manipuler votre comportement.

Ce sont des scanners d'être humains. Ils ont pour vocation de vous numériser, de conserver cette copie numérique et de l'utiliser comme avatar pour gagner encore plus en taille et en puissance.

Nous devons comprendre que ces multinationales ne sont pas des anomalies. Elles sont la norme. Elles sont le courant dominant. Le courant dominant de la technologie aujourd'hui est un débordement toxique du capitalisme américain de connivence qui menace d'engloutir toute la planète. Nous ne sommes pas vraiment à l'abri de ses retombées ici en Europe.

Nos politiciens se laissent facilement envoûter par les millions dépensés par ces multinationales pour abreuver les lobbies de Bruxelles. Ils sont charmés par la sagesse de la *Singularity University* (qui n'est pas une université). Et pendant ce temps-là, nos écoles entassent des *Chromebooks* pour nos enfants. On baisse nos taxes, pour ne pas handicaper indûment les capitalistes de surveillance, au cas où ils voudraient se commander une autre Guinness. Et les penseurs de nos politiques, institutionnellement corrompus, sont trop occupés à organiser des conférences sur la protection des données – dont les allocutions sont rédigées par Google et Facebook – pour protéger nos intérêts. Je le sais car j'ai participé à l'une d'elles l'an passé. L'orateur de Facebook quittait tout juste son boulot à la CNIL, la commission française chargée de la protection des données, réputée pour la beauté et l'efficacité de ses chaises musicales.

Il faut que ça change.

Je suis de plus en plus convaincu que si un changement doit venir, il viendra de l'Europe.

La *Silicon Valley* ne va pas résoudre le problème qu'elle a créé. Principalement parce que des entreprises comme Google ou Facebook ne voient pas leurs milliards de bénéfices comme un problème. Le capitalisme de surveillance n'est pas déstabilisé par ses propres critères de succès. Ça va comme sur des roulettes pour les entreprises comme Google et Facebook. Elles se marrent bien en allant à la banque, riant au visage des législateurs, dont les amendes cocasses excèdent à peine un jour ou deux de leur revenu. D'aucuns diraient que « passible d'amende » signifie « légal pour les riches ». C'est peu de le dire lorsqu'il s'agit de réglementer des multinationales qui brassent des milliers de milliards de dollars.

De manière analogue, le capital-risque ne va pas investir dans des solutions qui mettraient à mal le business immensément lucratif qu'il a contribué à financer.

Alors quand vous voyez passer des projets comme le soi-disant *Center for Humane Technology*, avec des investisseurs-risques et des ex-employés de Google aux commandes, posez-vous quelques questions. Et gardez-en quelques-unes pour les organisations qui prétendent créer des alternatives éthiques alors qu'elles sont financées par les acteurs du capitalisme de surveillance. Mozilla, par exemple, accepte chaque année des centaines de millions de dollars de Google³. Au total, elle les a délestés de plus d'un milliard de dollars. Vous êtes content de lui confier la réalisation d'alternatives éthiques ?

Si nous voulons tracer une autre voie en Europe, il faut financer et bâtir notre technologie autrement. Ayons le courage de nous éloigner de nos amis d'outre-Atlantique. Ayons l'aplomb de dire à la *Silicon Valley* et à ses lobbyistes que

nous n'achetons pas ce qu'ils vendent.

Et nous devons asseoir tout ceci sur de solides fondations légales en matière de droits de l'homme. J'ai dit « droits de l'homme » ? Je voulais dire droits des cyborgs.

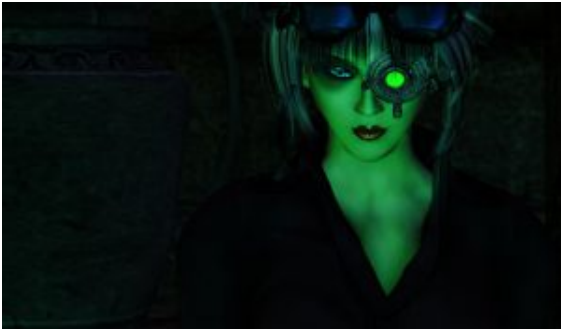
Les droits des cyborgs sont des droits de l'homme

La crise juridique des droits de l'homme que nous rencontrons nous ramène au fond à ce que nous appelons « humain ».

Traditionnellement, on trace les limites de la personne humaine à nos frontières biologiques. En outre, notre système légal et judiciaire tend à protéger l'intégrité de ces frontières et, par là, la dignité de la personne. Nous appelons ce système le droit international des droits de l'Homme.

Malheureusement, la définition de la personne n'est plus adaptée pour nous protéger complètement à l'ère du numérique et des réseaux.

Dans cette nouvelle ère, nous étendons nos capacités biologiques par des technologies numériques et en réseau. Nous prolongeons nos intellects et nos personnes par la technologie moderne. C'est pour ça que nous devons étendre notre concept des limites de la personne jusqu'à inclure les technologies qui nous prolongent. En étendant la définition de la personne, on s'assure que les droits de l'homme couvrent et donc protègent la personne dans son ensemble à l'ère du numérique et des réseaux.



« Cyborg-gal-avi » par [Pandora Popstar/Lainy Voom](#),
licence CC BY-NC-SA 2.0

En tant que cyborgs, nous sommes des êtres fragmentaires. Des parties de nous vivent dans nos téléphones, d'autres quelque part sur un serveur, d'autres dans un PC portable. C'est la somme totale de tous ces fragments qui compose l'intégralité de la personne à l'ère du numérique et des réseaux.

Les droits des cyborgs sont donc les droits de l'homme tels qu'appliqués à la personne cybernétique. Ce dont nous n'avons pas besoin, c'est d'un ensemble de « droits numériques » – probablement revus à la baisse. C'est pourquoi, la [Déclaration universelle des droits cybernétiques](#) n'est pas un document autonome, mais un addendum à la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

La protection constitutionnelle des droits cybernétiques étant un but à long terme, il ne faut pas attendre un changement constitutionnel pour agir. Nous pouvons et devons commencer à nous protéger en créant des alternatives éthiques aux technologies grand public.

Pour des technologies éthiques

Une [technologie éthique](#) est un outil que vous possédez et que vous contrôlez. C'est un outil conçu pour vous rendre la vie plus facile et plus clément. C'est un outil qui renforce vos capacités et améliore votre vie. C'est un outil qui agit dans votre intérêt – et jamais à votre détriment.

Une technologie non éthique est au contraire un outil aux mains de multinationales et de gouvernements. Elle sert leurs intérêts aux dépens des vôtres. C'est un miroir aux alouettes conçu pour capter votre attention, vous rendre dépendant, pister chacun de vos mouvements et vous profiler. C'est une ferme industrielle déguisée en parc récréatif.

La technologie non éthique est nuisible pour les êtres humains, le bien-être et la démocratie.

Semer de meilleures graines

La technologie éthique ne pousse pas sur des arbres, il faut la financer. La façon de la financer a de l'importance.

La technologie non éthique est financée par le capital risque. Le capital risque n'investit pas dans une entreprise, il investit dans la vente de l'entreprise. Il investit aussi dans des affaires très risquées. Un investisseur risque de la *Silicon Valley* va investir, disons, 5 millions de dollars dans 10 start-ups différentes, en sachant que 9 d'entre elles vont capoter. Alors il (c'est habituellement un « lui/il ») a besoin que la 10e soit une licorne à un milliard de dollars pour que ça lui rapporte 5 à 10 fois l'argent investi (Ce n'est même pas son argent, mais celui de ses clients.). Le seul modèle d'affaires que nous connaissions dans les nouvelles technologies qui atteigne une croissance pareille est la mise en batterie des gens. L'esclavage a bien payé. L'esclavage 2.0 paie bien aussi.

Pas étonnant qu'un système qui attache autant de valeur à un mode de croissance de type prolifération cancéreuse ait engendré des tumeurs telles que Google et Facebook. Ce qui est stupéfiant, c'est que nous semblions célébrer ces tumeurs au lieu de soigner le patient. Et plus déconcertant encore, nous nous montrons obstinément déterminés à nous inoculer la même maladie ici en Europe.

Changeons de direction.

Finançons des alternatives éthiques

À partir des biens communs

Pour le bien commun.

Oui, cela signifie avec nos impôts. C'est en quelque sorte ce pour quoi ils existent (pour mettre en place des infrastructures partagées et destinées au bien commun qui font progresser le bien-être de nos populations et nos sociétés). Si le mot « impôt » vous effraie ou sonne trop vieux jeu, remplacez-le simplement par « financement participatif obligatoire » ou « philanthropie démocratisée ».

Financer une technologie éthique à partir des biens communs ne signifie pas que nous laissons aux gouvernements le pouvoir de concevoir, posséder ou contrôler nos technologies. Pas plus que de nationaliser des entreprises comme Google et Facebook. Démantelons-les ! Bien sûr. Régulons-les ! Évidemment. Mettons en œuvre absolument tout ce qui est susceptible de limiter autant que possible leurs abus.

Ne remplaçons pas un *Big Brother* par un autre.

À l'inverse, investissons dans de nombreuses et petites organisations, indépendantes et sans but lucratif, et chargeons-les de concevoir les alternatives éthiques. Dans le même temps, mettons-les en compétition les unes avec les autres. Prenons ce que nous savons qui fonctionne dans la *Silicon Valley* (de petites organisations travaillant de manière itérative, entrant en compétition, et qui échouent rapidement) et retirons ce qui y est toxique : le capital risque, la croissance exponentielle, et les sorties de capitaux.

À la place des *startups*, lançons des entreprises durables, des *stayups* en Europe.

À la place de sociétés qui n'ont comme possibilités que

d'échouer vite ou devenir des tumeurs malignes, finançons des organisations qui ne pourront qu'échouer vite ou devenir des fournisseurs durables de bien social.

Lorsque j'ai fait part de ce projet au Parlement européen, il y a plusieurs années, celui-ci a fait la sourde oreille. Il n'est pas encore trop tard pour s'y mettre. Mais à chaque fois que nous repoussons l'échéance, le capitalisme de surveillance s'enchevêtre plus profondément encore dans le tissu de nos vies.

Nous devons surmonter ce manque d'imagination et fonder notre infrastructure technologique sur les meilleurs principes que l'humanité ait établis : les droits de l'homme, la justice sociale et la démocratie.

Aujourd'hui, l'UE se comporte comme un département de recherche et développement bénévole pour la *Silicon Valley*. Nous finançons des startups qui, si elles sont performantes, seront vendues à des sociétés de la *Silicon Valley*. Si elles échouent, le contribuable européen réglera la note. C'est de la folie.

La Communauté Européenne doit mettre fin au financement des *startups* et au contraire investir dans les *stayups*. Qu'elle investisse 5 millions d'euros dans dix entreprises durables pour chaque secteur où nous voulons des alternatives éthiques. À la différence des *startups*, lorsque les entreprises durables sont performantes, elles ne nous échappent pas. Elles ne peuvent être achetées par Google ou Facebook. Elles restent des entités non lucratives, soutenables, européennes, œuvrant à produire de la technologie en tant que bien social.

En outre, le financement d'une entreprise durable doit être soumis à une spécification stricte sur la nature de la technologie qu'elle va concevoir. Les biens produits grâce aux financements publics doivent être des biens publics. La *Free Software Foundation Europe* sensibilise actuellement l'opinion

sur ces problématiques à travers sa campagne « [argent public, code public](#) ». Cependant, nous devons aller au-delà de l'*open source* pour stipuler que la technologie créée par des entreprises durables doit être non seulement dans le domaine public, mais également qu'elle ne peut en être retirée. Dans le cas des logiciels et du matériel, cela signifie l'utilisation de [licences copyleft](#). Une licence copyleft implique que si vous créez à partir d'une technologie publique, vous avez l'obligation de la partager à l'identique. Les licences *share-alike*, de partage à l'identique, sont essentielles pour que nos efforts ne soient pas récupérés pour enjoliver la privatisation et pour éviter une tragédie des communs. Des corporations aux poches sans fond ne devraient jamais avoir la possibilité de prendre ce que nous créons avec des deniers publics, habiller tout ça de quelques millions d'investissement et ne plus partager le résultat amélioré.

En fin de compte, il faut préciser que les technologies produites par des entreprises *stayups* sont des technologies pair-à-pair. Vos données doivent rester sur des appareils que vous possédez et contrôlez. Et lorsque vous communiquez, vous devez le faire en direct (sans intervention d'un « homme du milieu », comme Google ou Facebook). Là où ce n'est techniquement pas possible, toute donnée privée sous le contrôle d'une tierce partie (par exemple un hébergeur web) doit être chiffrée de bout à bout et vous seul devriez en détenir la clé d'accès.

Même sans le moindre investissement significatif dans la technologie éthique, de petits groupes travaillent déjà à des alternatives. [Mastodon](#), une alternative à Twitter fédérée et éthique, a été créée par une seule personne d'à peine vingt ans. Quelques personnes ont collaboré pour créer [un projet du nom de Dat](#) qui pourrait être la base d'un web décentralisé. Depuis plus de dix ans, des bénévoles font tourner un système de nom de domaine alternatif non commercial appelé [OpenNIC⁴](#) qui pourrait permettre à chacun d'avoir sa propre place sur le

Web...

Si ces graines germent sans la moindre assistance, imaginez ce qui serait à notre portée si on commençait réellement à les arroser et à en planter de nouvelles. En investissant dans des *stayups*, nous pouvons entamer un virage fondamental vers la technologie éthique en Europe.

Nous pouvons construire un pont de là où nous sommes vers là où nous voulons aller.

D'un monde où les multinationales nous possèdent par procuration à un monde où nous n'appartenons qu'à nous-mêmes.

D'un monde où nous finissons toujours par être la propriété d'autrui à un monde où nous demeurons des personnes en tant que telles.

Du capitalisme de surveillance à la *païrocratie*.